

# A l-watwan

“Aime la vérité, mais pardonne à l'erreur” . Voltaire

24<sup>e</sup> année. N° 1146 du mardi 2 septembre 2008. Prix/Comores : 250 Fc ; Etranger : 1,5 Euro. Directeur de la publication : Djaé Ahamada

## Lire également

**Les prix des denrées alimentaires explosent au marché de Fomboni**

“Le ramadan de cette année s'annonce difficile”. Cette plainte sort de toutes les bouches à Mwali. La crise du carburant n'est pas faite pour arranger les choses. Les prix des denrées alimentaires devenus, de surcroît, rares, à cause de la flambée des prix du transport, ont augmenté.

Lire page 4

**Opaco : un “plan de sortie de crise”**

L'organisation patronale des Comores (Opaco) estime entre 15 et 20 milliards de Fc le préjudice économique de la crise de carburant qui vient de frapper le pays. Dans un plan de sortie de crise adressé au gouvernement de l'Union, elle propose notamment une réduction de 10% des droits et taxes des produits de première nécessité.

Lire page 3

**Entretenir son QI avec la pétanque**

Même en tongs et avec un pastis, jouer régulièrement à la pétanque offre un excellent entraînement pour les neurones. Un sport idéal pour développer sa concentration, sa précision, sa coordination et son sens de la stratégie. Rien que ça!

Lire en dernière page

**La région sunnite d'Anbar aux mains des Irakiens au premier jour du ramadan**

Au premier jour du ramadan chez les sunnites d'Irak, les forces de sécurité irakiennes ont pris lundi le contrôle de la province occidentale d'Al-Anbar, qui fut le fief de la révolte contre les forces américaines à leur arrivée en avril 2003. “Le transfert (de la sécurité des mains des Américains) est fait”, a affirmé le conseiller irakien pour la sécurité nationale Mouaffak al-Roubaïe.



Lire page 5

## Résultats du Premier groupe baccalauréat 2008 Anjouan et Mohéli Seulement 2,16% de taux de réussite à Anjouan

**A**njouan et Mohéli, le sort des candidats au baccalauréat de cette année est scellé depuis hier. Les résultats sont catastrophiques : le taux de réussite est de 2,16% à Anjouan. Sur les 3052 candidats au baccalauréat, seuls 66, toutes séries confondues, ont pu décrocher leur ticket au premier groupe contre 16,28% à Mohéli. A Ngazidja, la proclamation des résultats est prévue ce mardi. Aux yeux de nombre d'Anjouanais, le baccalauréat 2008 est venu crédibiliser un enseignement au rabais, livré jusqu'ici à la cupidité des différents acteurs de l'éducation insulaire.

Lire page 4  
ainsi que la liste des admis au premier groupe à Ndzuwani



Lycée de Mutsamudu

## L'entreprise Comoro Gulf Holding équipe le gouvernement de Ngazidja

**L**e groupe Comoro Gulf Holding vient de remettre des équipements informatiques et bureautiques au gouvernement de l'île autonome de Ngazidja. A cette occasion, le ministre des Finances de l'île a salué le “partenariat sans faille du groupe Comoro Gulf Holding qui ne ménage aucun effort pour le développement économique des îles de l'archipel des Comores”.

Lire page 3



## M. Moussa Toyibou, deux mois après son élection

### "Anjouan n'a retrouvé qu'en partie seulement sa sérénité"

**L**e chef de l'exécutif de l'île dit avoir trouvé une “île meurtrie” et affiche la priorité de son action qui se “tournera plus vers l'économie” que la politique. Il a des projets précis pour faire face aux drames des départs vers Maore, s'étend sur les menaces de déstabilisation de son île et du pays à partir de Maore, “cette île comorienne sous domination française” et apporte son soutien au mouvement qui cherche l'arrêt par les autorités de l'Union, des expulsions illégales des Comoriens des autres îles. Il réaffirme, enfin, son attachement à l'action du président de l'Union.

Lire page 2



## SPORT

## Finale du tournoi "Fair play des vacances"

## L'Olympique A s'empare du trophée

La finale du tournoi *Fair play des vacances* s'est déroulée le 29 août au stade de la jeunesse d'Ivoini, au Nord de Ngazidja. Elle avait mis aux prises les deux meilleures formations locales, en l'occurrence l'Expérience C et l'Olympique A, qui se sont distinguées depuis l'ouverture de la compétition le 24 juillet dernier. Cette rencontre qui avait mobilisé de nombreux spectateurs, hommes, femmes, jeunes et moins jeunes, s'est soldée par le score de 3 buts à 2 en faveur de l'équipe Olympique A. Une victoire largement méritée, si l'on en juge par la qualité du jeu développé par ces jeunes footballeurs évoluant sans véritable encadrement. Tout de même, l'autre formation, l'Expérience C, à l'origine de ce tournoi, n'a pas non plus démerité. Menée au score par un but à zéro depuis les cinq premières minutes de la première partie, l'Expérience C avait territorialement assuré une domination de l'équipe adverse. Malheureusement, elle n'a pas pu concrétiser ses nombreuses occasions. Score à la mi-temps : 1 à 0. A la reprise de la rencontre et durant les douze premières minutes, l'Olympique A, mieux organisée à l'attaque, a réussi à aggraver le score en marquant successivement 2 buts. Il a fallu attendre le réveil de l'expérience C pour permettre au public, venu nombreux, d'assister à un bon spectacle. Elle réduira le score après un coup franc tiré à douze mètres de

la cage de Ridjal Mohamed, révélé être le meilleur gardien du tournoi. Les minutes qui suivent deviennent longues pour les joueurs de l'Olympique A, courtes, pour ceux de l'Expérience C continuant d'accumuler leurs malchances. A moins de quinze minutes de la fin du match, l'Expérience C marqua son deuxième but. Au coup du sifflet final, le score resta de 3 buts à 2 en faveur de l'Olympique A. Le public a bien apprécié l'arbitrage de M. Maoulid Mouigni qui a su faire respecter les règles de cette discipline sportive, la seule pratiquée par les jeunes de cette localité. Ainsi, la commission d'organisation du tournoi procéda à la remise des cadeaux et du trophée.

Le tournoi *Fair play des vacances* est une initiative de l'équipe Expérience C. Cette formation qui a vu le jour depuis des années et qui a décidé de célébrer, par une série de manifestations, pour la première fois son anniversaire. Elle a obtenu à cet effet le soutien de plusieurs personnalités locales pour organiser cette compétition qui avait réuni huit équipes de football. Les habitants satisfaits appellent à ce genre d'initiatives qui pourrait, selon eux, réunir davantage les jeunes, malgré certaines réticences dues aux conflits qui opposent certaines localités dont l'origine n'est, souvent, rien d'autre que de simples tiraillements lors ou après la fin d'un match.

M. Y. Kaiva



## Entretenir son QI avec la pétanque

Même en tongs et avec un pastis, jouer régulièrement à la pétanque offre un excellent entraînement pour les neurones. Un sport idéal pour développer pendant l'été sa concentration, sa précision, sa coordination et son sens de la stratégie. Rien que ça! Le but du jeu est simple et connue: il faut marquer des points en ayant au moins une boule située plus près du cochonnet que celles de l'adversaire. A chaque fois que le joueur se présente pour effectuer son lancement, il se confronte au dilemme du bouliste : je pointe ou je tire? Avant



même de s'interroger dans ce sens, le joueur doit être en pleine concentration. Il se focalise sur l'énergie qu'il va transmettre à sa boule pour lui assurer la meilleure trajectoire. Public et adversaires le scrutent, guettant la défaillance ou la réussite exceptionnelle.

## Je pointe... ?

Pointer revient à lancer sa boule pour la placer le plus près possible du cochonnet. Une activité qui fait appel aux qualités d'intelligence spatiale, l'une des composantes du

QI. Le joueur doit en effet repérer la nature du terrain qui se présente à lui en fonction de la distance le séparant du cochonnet. Objectif : anticiper le comportement de la boule une fois lancée sur son trajet. Selon le déroulement du jeu, le lanceur peut chercher à bousculer les boules de l'adversaire sur son passage ou pousser une autre boule vers le cochonnet. Le joueur doit avoir à l'esprit une idée précise de l'endroit où la boule doit toucher le sol et adapter en conséquence sa façon de pointer et les effets à apporter à la boule.

C. Olivier

## Opinion. Pour une société d'économie mixte

La signature d'un contrat de fourniture de produits pétroliers avec *Metro Petroleum* signifie-t-elle la fin du calvaire ? Rien n'est moins sûr. En tout cas la crise qui perdure depuis juin dernier a encore une fois souligné la gestion inacceptable des sociétés d'Etat. Comment comprendre et accepter que des sociétés qui bénéficient d'un monopole, qui pratiquent les prix les plus chers de la région sud ouest de l'Océan Indien et qui vendent un service ou un produit dont la population ne peut pas se passer, comment des telles sociétés peuvent lamentablement tomber en faillite (le ministre des finances en personne l'a concédé en public) ? Le vécu de ces derniers mois de la population a bien mis en relief que ces sociétés d'Etat jouent un rôle essentiel parce qu'elles conditionnent l'existence des personnes et le développement du pays. Alors il faut absolument mettre un terme à cette situation qui mène le pays à la catastrophe. Il importe alors de poser la question de la voie à suivre. La solution doit être recherchée dans l'analyse des sociétés qui fonctionnent, s'inspirer de ce qui marche et corriger les points faibles. De ce point de vue, il faut se tourner vers la BIC, malgré tout ce que l'on peut en

penser. En position de monopole, la BIC vend un service fiable depuis plusieurs dizaines d'années, fait progresser son chiffre d'affaire et ses profits. Il me semble que son point fort essentiel vient de la composition de son capital. D'où l'idée de faire des sociétés d'Etat des sociétés à capitaux mixtes, le capital étant distribué entre l'Etat comorien, un ou des opérateurs stratégiques internationaux et les opérateurs privés comoriens. Une part pour l'Etat car il faut qu'il contrôle, ait son mot à dire sur les orientations, assure que le service public sera rendu à tous et partout (même là où les marges seront étroites). Une part pour un ou des opérateurs stratégiques à dimension mondiale (sans que ces derniers détiennent la majorité absolue) pour assurer que le service rendu sera de qualité et pérenne. Une part pour les privés comoriens malgré leurs faibles capacités financières car il faut qu'ils gagnent en expérience, que l'Etat leur permette de s'enrichir. Notre Etat est pauvre, il est en plus handicapé par des années de gestion pour le moins frauduleuse de la chose publique. Un système tout Etat ne pourra pas marcher, il nous

enfonce encore plus dans le gouffre. Les capitalistes du pays ne sont pas assez riches, on peut aussi dire que le management de leurs affaires n'est pas encore suffisamment professionnalisé. Un système purement capitaliste jetterait le pays en pâture aux requins internationaux qui sont capables, avec leurs immenses fortunes d'acheter tout le pays. Notre seule issue est de trouver les meilleures formules pour faire jouer tous les facteurs positifs. Bénéficier du meilleur en termes de produits et de service, tel que cela se perçoit dans les pays industriellement développés (opérateurs stratégiques à dimension mondiale), mais nous assurer que l'Etat, même s'il ne doit pas pouvoir s'ingérer dans la gestion quotidienne (recrutement, nomination, financement, etc.) est là pour garantir les intérêts du pays et pour finir ouvrir la voie à un vrai développement sur des bases saines, permettre aux opérateurs comoriens de prospérer pour booster le pays, tourner enfin la page de la gabegie et de l'irresponsabilité, valoriser enfin les valeurs d'intégrité, de compétences, d'amour du pays et entrer dans une nouvelle ère.

Idriss 01/09/08

Moroni - Anjouan - Mohéli - Mayotte - Tananarive - Majunga ...

**VOYAGEZ AVEC**  
**COMORES AVIATION INTERNATIONAL**

- Moroni-Anjouan:  
Tous les jours sauf Dimanche
- Moroni-Mohéli:  
Tous les lundi, Mercredi et Vendredi
- Moroni-Mayotte:  
Tous les jours sauf Mardi & Dimanche
- Moroni-Majunga:  
Tous les Mardi et Vendredi
- Moroni-Tananarive:  
Tous les Jeudi

COMORES AVIATION INTERNATIONAL

Trouvez votre Agence au Boulevard de la Corniche  
Ex Super-Eco  
BP: 5274 Moroni-Union des Comores

Tél: 773 34 00 OU 773 32 38  
Fax/ 773 34 01  
E-mail: resayva@comoresaviation.com  
Site Web: www.comoresaviation.com

## Administration publique

## Comoro Gulf Holding équipe le gouvernement de Ngazidja

Le groupe Comoro Gulf Holding vient de remettre des équipements informatiques et bureautiques au gouvernement de l'île autonome de Ngazidja. Il s'agit notamment d'une quinzaine d'ordinateurs dont quatre portable, d'imprimantes, de photocopieuses et de projecteurs. C'est le président du Conseil d'administration du Groupe Bashar Kiwan entouré des représentants permanents Ali Kazma et Ahmed Aljaroud qui ont procédé, samedi 30 août à l'hôtel Le Moroni, à cette remise au cours d'une brève cérémonie honorée de la présence, entre autres, du ministre des Finances de Ngazidja, Youssouf Said Soilihi, et du directeur de cabinet de la présidence de l'île, Ahmed Said Islam, et d'autres personnalités politiques et religieuses de Ngazidja. Le ministre des Finances a tenu à remercier le groupe Comoro Gulf

Holding pour ce soutien au gouvernement de Ngazidja avant de rappeler que le Groupe Bashar fait partie des grands investisseurs des Comores. Ce don, selon lui, va

apporter une bouffée d'oxygène à l'administration de l'île. Youssouf S. Soilihi a, enfin, salué le "partenariat sans faille du groupe Comoro Gulf Holding qui ne ména-

ge aucun effort pour le développement économique des îles de l'archipel des Comores".

Dans son intervention à cette occasion, le président du Conseil d'ad-

ministration du Groupe Bashar Kiwan a déclaré que ce geste constitue une manifestation de la volonté de Comoro Gulf Holding de renforcer les capacités d'action des autorités.

Ce n'est pas la première fois que le groupe Bashar remet des équipements informatiques et bureautiques à l'administration publique comorienne. L'année dernière, le ministère des Affaires étrangères et le palais présidentiel de Beit Salam ont bénéficié d'un équipement de ce genre.

Avant de finir, Bashar Kiwan a annoncé que le groupe Comoro Gulf Holding entend réaliser d'autres projets en faveur des gouvernements des îles. Selon lui, les projets prévus par le Groupe Comoro Gulf Holding démarreront à partir du mois de décembre prochain.



Abdallah Said Ali

## Crise de carburant

## Les opérateurs économiques demandent une indemnisation

*L'organisation patronale des Comores (Opaco) estime entre 15 et 20 milliards de Fc le préjudice économique de la crise de carburant qui vient de frapper le pays. Dans un plan de sortie de crise adressé au gouvernement de l'Union, elle propose notamment une réduction de 10% des droits et taxes des produits de première nécessité.*

Les opérateurs économiques comoriens ne sont pas en reste depuis le déclenchement de la première crise de carburant en juin dernier. Après avoir lancé une grève générale de deux jours (vendredi et samedi), ils ont dévoilé à la presse, lundi 1er septembre, les principaux points de leur plan de sortie de crise adressé au gouvernement comorien.

Si Chamssoudine Ahmed, président de l'Opaco, reconnaît que des négociations sont en cours avec le pouvoir, il s'empresse d'ajouter qu'elles "butent sur la volonté du gouvernement de passer à l'action".

Dans leur "Plan d'urgence" comme ils l'appellent, les opérateurs économiques préconisent la mise en place, aussi bien à la Société comorienne des hydrocarbures (Sch) qu'à la Mawé, d'une commission paritaire "avec les pleins pouvoirs pour engager les mesures indispensables à la sortie de la crise tout en préservant les intérêts de l'Etat".

L'Opaco, qui déclare avoir payé un

lourd tribut dans la crise du carburant, appelle les autorités nationales à prévoir un système d'indemnisation des entreprises et sociétés touchées. "Nous estimons entre 15 et 20 milliards les pertes économiques dues à cette crise" a dit le directeur exécutif de l'Organisation patronale, Abdérémane Koudra. A cet effet, elle demande au gouvernement comorien "d'adresser une demande d'urgence d'aide budgétaire" aux

baillleurs de fonds.

Parmi les mesures d'accompagnement que proposent les opérateurs économiques, il y a, notamment, la réduction de 10% des droits et taxes des produits de première nécessité, la mise en place d'un groupe de travail (ministère des transports-secteur privé) en vue d'ouvrir des négociations avec les deux opérateurs portuaires (Spanfreiht et Al-Marwane), l'objectif étant de réduire les taxes

portuaires sur les produits de consommation courante....

Sur le cas spécifique de la Sch, les opérateurs économiques demandent la création d'une commission paritaire Etat-secteur privé qui serait chargée de "réaliser un programme d'approvisionnement" à travers une sécurisation de la taxe unique, la diminution des frais de fonctionnement de la société ou encore un audit technique et financier par un bureau

international indépendant.

Sur l'épineuse question de la Mawé, ils proposent, entre autres, d'"ouvrir une période de grâce pour les impayés", de privatiser la facturation de l'électricité et d'organiser les Etats-général de l'énergie. Tout un programme! Reste à savoir l'intérêt que les autorités comoriennes daigneront accorder à ce "plan de sortie de crise".

Mohamed Inoussa

## La direction du Chn parle de la grève à la presse

## "Tous les cas d'urgence sont pris en charge"

Malgré la grève, "aucun cas d'urgence n'a été renvoyé". Abdourazak Ibrahim parle d'un "manque à gagner" de près de 21 millions de francs comoriens. Sans compter que son établissement a contribué à l'aboutissement du dossier. "Tout a été fait nous attendons le retour du président pour signer le décret et l'arrêté d'application pour la mise en œuvre de la décision".

La grève déclenchée à El-Maarouf le 6 juillet dernier, vécue encore aujourd'hui comme un drame par la population, ne vise pas particulièrement la direction de l'établissement et encore moins la personne du directeur, Abdourazak Ibrahim. C'est ce qu'a indiqué ce dernier à la presse, hier lundi pour, disait-il, apporter des "éclairages" à l'opinion sur "la situation actuelle de l'hôpital" suite à la grève qui paralyse son fonctionnement depuis deux mois. "C'est une revendication qui

remonte à l'année 1992 mais qui n'a jamais trouvé une oreille attentive", a précisé Razida.

Le directeur du centre hospitalier El-Maarouf a soutenu que la grève actuelle touche tous les centres de soin de l'archipel mais que c'est "la position centrale du Chn El-Maarouf qui la rend perceptible ici plus qu'ailleurs".

Reconnaissant que la grève actuelle a battu le record de longévité et de sévérité (Lire nos précédentes livraisons) le directeur du Chn a indexé un "déficit de communi-

cation intra- comme étant le principal obstacle pour parvenir à un compromis qui "aurait permis de fléchir les positions des uns et des autres".

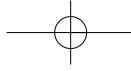
Il a passé en revue les différentes étapes suivies pour satisfaire la revendication des grévistes, affirmant qu'étant lui-même un "proche" du pouvoir, il a fait "ce qu'il fallait pour contribuer à l'aboutissement du dossier". "Tout a été fait nous attendons le retour du président pour signer le décret et l'arrêté d'application pour la mise en œuvre de la décision". A s'en tenir aux propos du directeur général du Chn, il y a lieu de croire que la grève pourrait connaître une fin dans les prochains jours.

En attendant, le directeur remercie "au passage" les médecins de la

coopération chinoise, les services maternité et pédiatrie qui répondent toujours présents pour les cas d'urgence. Sans préciser ce qu'il en était pour les autres services. "Nous ne nions pas que les prises en charge ne se passent pas comme d'ordinaire", a ajouté le tout nouveau surveillant général de l'établissement, Ahmed Abdou Halidi. Ce que nous affirmons, c'est que "aucun cas d'urgence n'a été renvoyé pour cause de grève". Razida a, enfin, souligné le manque à gagner enregistré par El-Maarouf en conséquence à ce qui semble être la plus longue grève de cette décennie pour l'établissement hospitalier : près de 21 millions de francs comoriens, à l'en croire.

Saminya Bounou

Lisez Al-Watwan  
tous les jours sauf  
le week end



## Premier groupe baccalauréat 2008 Anjouan et Mohéli.

# A Anjouan, le taux de réussite est de 2,16%

A Anjouan et Mohéli, le sort des candidats au bac de cette année est scellé depuis hier. Les résultats sont catastrophiques : le taux de réussite est de 2,16% à Anjouan contre 16,28 à Mohéli. A Ngazidja, la proclamation des résultats est prévue ce mardi. Aux yeux de nombre d'Anjouanais, le baccalauréat 2008 est venu crédibiliser un enseignement au rabais, livré jusqu'ici à la cupidité des différents acteurs de l'éducation insulaire.

Sur les 3052 candidats au bac à Anjouan, seuls 66, toutes séries confondues, ont pu décrocher leur ticket au premier groupe, soit un taux de réussite de 2,16%. 265 autres candidats sont appelés à repasser les épreuves de deuxième groupe, soit un pourcentage de 8,68%. En série A1, sur les 178 inscrits, 2 seulement sont admis et 13 autorisés à subir l'oral de seconde session. En A4, 37 candidats ont été déclarés définitivement admis sur un total de 2328, soit un pourcentage de 1,58%, contre 163 admis au second tour. La série C s'en est bien sortie avec deux "mention bien" et six heureux candidats sur trente neuf, soit un taux de réussite de 15,38%. En série D où ils étaient 482 candidats sur la ligne de départ, 21 sont déclarés admis (4,35%) et 64 autres autorisés à passer les épreuves orales de deuxième groupe. Les séries techniques (Stc et Sti) n'ont enregistré aucun admis au premier tour. Dans l'ensemble, ils sont 20 à être autorisés à subir les épreuves de rattrapage sur 38 candidats (les deux séries). Ces résultats on ne peut plus catastrophiques alimentent les commentaires à Anjouan où le système D, pendant les cours, a toujours fonctionné à plein régime au détriment du niveau

et du cursus des élèves. Les parents ont commencé à se rendre compte que le temps où il était encore possible d'obtenir le bac contre espèces sonnantes et trébuchantes est révolu. Aux yeux de nombre d'Anjouanais, le baccalauréat 2008 est venu crédibiliser un enseignement au rabais, livré jusqu'ici à la cupidité des différents acteurs de l'éducation insulaire. Les Comoriens ont encore en tête le souvenir des sessions précédentes où l'on avait assisté, à plusieurs reprises, à des suspensions de résultats pour rajouter certains "clients" qui ont tardé à verser leurs "enveloppes". A Mohéli, si les résultats du bac de cette année ne sont pas satisfaisants. Ils sont, cependant, bien meilleurs qu'à Anjouan. Sur un total de 696 inscrits, 112 candidats sont admis au premier groupe, soit un pourcentage de 16,28%, et 170 autorisés à repasser les épreuves de second groupe. Maintenant que les résultats du premier groupe du baccalauréat sont connus, le souffle des collégiens de Ndzuwani est encore suspendu. En effet, les résultats du Bepc ne sont pas encore proclamés sur l'île alors qu'ils le sont à Ngazidja depuis vendredi.

M. Soilihi Ahmed



Tableau Résultats du Premier groupe baccalauréat

Sous Centre de Mutsamudu Serie A4			Sous Centre de Sima Serie A4		
Número	NomPrenom	MentionG1			
149	Afretane Abdou	Assez Bien	2381	Bourhane Attoumane	Passable
244	Assaendou Ali	Passable	2394	Einlmati Abdallah	Passable
328	El Mansoib Izdihar	Passable	<b>Sous Centre de Mutsamudu Serie C</b>		
339	Fahdi Ahmed Dini	Passable	2506	Abdel-Aziz Kamal	Bien
469	Ibrahim Saindou	Passable	2523	Achmaouil Ben Hachim	Assez Bien
504	Kaniza Abdallah	Passable	2527	Assane Mohamed	Assez Bien
530	Latuf Nouridine	Passable	2534	Idriss Mohamed Abdou	Passable
558	Mirzam Malihou	Passable	2540	Nairoiti Mahamoud	Passable
602	Nadine Nourouidine	Passable	2543	Sefilmoulouk I. Housseny	Passable
617	Naiida Kaambi	Passable	<b>Sous Centre de Mutsamudu Serie D</b>		
625	Nakidi A. Combo	Passable	2559	Al-Amyinou H. Mohamed	Passable
720	Rouchdat Moirab	Passable	2581	Assyati Issouf	Passable
867	Zakaria Abdallah	Passable	2586	Combo Tadjou	Passable
915	Adihamou Kamal Edine	Passable	2626	Ibrahim Youssouf Yahoudha	Passable
945	Amiri Ishma	Passable	2694	Sinam Abdou	Passable
958	Anfouza Hassane	Passable	2703	Soyhati Aboulaithe	Passable
961	Anli Attoumani	Passable	2717	Abasse Baco Abdallah	Assez Bien
1004	Bachirdine Boura	Passable	2755	Anrafat Said Kaambi	Passable
1039	Damir Attoumane	Assez Bien	2756	Anrifate A. Mourtadhoi	Passable
1055	Dhoul-Anrif Nadjib	Passable	2757	Antufi Oumar	Passable
1065	Djamaldine Bacar	Passable	2798	Hadidja Ahmed	Passable
1205	Joachim Ali Ibrahim	Passable	2809	Idrissa Nidhoimi	Passable
1211	Kamar Moussa	Passable	2810	Ilda Ali Said	Bien
1218	Kassali Zakaria	Passable	2833	Mohamed El. Oirdi-Zahir	Passable
1247	Maanfou Saidali	Assez Bien	2835	Mohamed Oumar	Passable
1251	Makaml' amine Attoumani	Passable	2845	Mouzidi Harthidine	Passable
1284	M. Roksana A. Mohamed	Passable	2846	Nadjidou Abdou	Passable
1353	Niwas Camar-Eddine	Passable	<b>Sous Centre de Domoni Serie D</b>		
1376	Ombaidat Said Kaambi	Assez Bien	2960	Nissiya Saïd Amady	Passable
1449	Samnia Sidi	Passable	<b>Sous Centre de Sima Serie D</b>		
1496	Warda Ridjali	Passable	2983	Dhoukamel Attoumane	Passable
1523	Zaïnou Anzizi	Assez Bien	3003	Assaendou Abdallah	Passable
			3025	Zanadjouiyati Abdallah	Passable
<b>Sous Centre de Domoni Serie A4</b>					
1952	Ichamddine Ali Hadhur	Passable			
1958	Jerby Mohamed Soula	Passable			
2068	Soidikou Andili	Assez Bien			
2076	Talwine Loutfi	Passable			
2090	Youmna Bacar Abdou	Passable			

## Alors que le ramadan arrive

# Les prix des denrées alimentaires explosent au marché de Fomboni

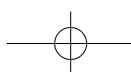
« Le ramadan de cette année s'annonce difficile ». La plainte sort de toutes les bouches à Mwali. Avec la crise du carburant, la vie est devenue très chère. Les prix des denrées alimentaires devenus, de surcroît, rares, ont augmenté. Au marché de Fomboni tout est en hausse. « De manière incroyable, on n'a jamais vu », se lamente une revendeuse de bananes au marché de la capitale. La même quantité de bananes qui

coûtait 350fc est passée à 500fc. Le taro (de trois morceaux) coûte 250fc de même un tas de manioc qui était de 150fc a augmenté de 50fc. « Nous sommes obligés de revendre à ces prix parce que les frais de transport ont augmenté et on nous fait payer les bagages dans le taxi. Sans compter que nous sommes appelés à acheter des articles dans les magasins qui sont chers », renchérit la même revendeuse. Quant au prix du poisson, le

kilogramme est passé de 750fc à 500. « Ces derniers temps, avant même l'arrivée du ramadan, pour se nourrir de ces denrées locales il faut se présenter au marché très tôt le matin, avant le levé du soleil et se frayer un chemin pour trouver un tas de bananes qui ne suffit même pas une famille de quatre personnes », constate Fatima Soufou, mère de famille. Consommer du riz est devenu beaucoup plus accessible que manger de

la banane ou du manioc. « C'est devenu un luxe ici à Mohéli », ajoute-t-elle. Les difficultés dues au carburant qui ont engendré un délestage du courant électrique, n'incitent pas les commerçants à stocker de la viande et du poulet. Conséquence, ces produits manquent dans l'île. Cela accroît l'inquiétude. Mohéli, longtemps considérée comme le grenier du pays, souffre,

elle aussi d'un manque des produits alimentaires locaux. Une île où tout le monde pratique l'activité agricole. Le problème c'est que « les vols dans les champs découragent les cultivateurs et les propriétaires des terrains », se lamentent les travailleurs des champs. Cela a contribué à aggraver les difficultés d'approvisionnement de ces denrées dans les marchés. Avec les conséquences que cela entraînent sur les prix.



# M. Toyibou: "Nous évoluons au sein du Mcjp"

**M**onsieur le président, Ndzuwani a traversé un long moment d'incertitude avant votre élection. Quel a été votre premier constat une fois investi chef de l'exécutif de l'île?

J'ai trouvé une île meurtrie dans tous les secteurs. Une administration en panne avec des bureaux sacagés et mobiliers emportés ; des infrastructures sociales complètement détruites ; un environnement végétal déjà durement affecté par une pénurie de pétrole lampant, vécue depuis sous le règne de mon prédécesseur, une diminution de la production des produits locaux face à une flambée des prix des produits importés, un enseignement aux mains d'un nombre important de bénévoles, des contractuels engagés pendant la transition sans soucis des crédits devant être alloués à leur paiement, une administration pléthorique marquée par un manque d'expérience et de professionnalisme.

Bientôt vous ferez deux mois depuis votre installation au palais de Darnadjah. Quelles sont les premières leçons tirées de la fonction de président d'une île autonome ?

Effectivement les fonctions d'autorité publique sont différentes de celle de technicien que j'ai eu à exercer pendant dix-sept ans, même si dans cette période il y a eu neuf mois de fonction de ministre de la République. Je savais que la fonction de chef d'exécutif n'était pas une plaisanterie car il lui faut édicter une ligne de conduite à ses subordonnés et être, surtout, armé de beaucoup de patience. Il doit impérativement s'y mettre pour redonner espoir à la population, montrer des preuves d'honnêteté quand il s'agit de dire la vérité sur les promesses que l'on ne se sent pas capable de satisfaire au lieu de chercher à berner la population.

Pouvez-vous nous parler de vos priorités ?

C'est d'abord l'éducation étant convaincu qu'elle est le pilier du développement. Il y a ensuite la santé, la création d'emplois et d'espaces de loisirs pour la jeunesse, les infrastructures sociales et économiques, la formation continue des agents de la Fonction publique, le renforcement de la préservation de l'environnement notamment par le reboisement, la gestion des ordures ménagères, la restauration du sol, les aires protégées et la protection des sources de captage d'eau. Il y a aussi l'exploitation de l'électricité hydraulique pour remplacer l'énergie thermique qui devient de plus en plus coûteuse. D'ailleurs, sur ce projet, nous allons bénéficier de l'assistance technique et financière du Soudan.

Quelle lecture faites-vous des lois organiques relatives aux compétences à partager entre l'Union et les îles ?

Pour une réflexion approfondie de la question, je compte instituer bientôt une commission mais dans l'immédiat il est urgent de créer d'abord un cadre de vie agréable pour la population. La priorité est au social et à l'économie. La politique suivra après.

Croyez-vous que Ndzuwani a retrouvé toute sa stabilité après l'effort de sa libération en mars dernier ?

En partie seulement, car il n'y a plus d'oppression. Nous venons de tenir un baccalauréat commun avec les autres îles, l'hymne national a refait surface dans l'île, le séparatisme cède à l'unité nationale retrouvée. Je sais qu'il y a encore quelques contestataires par rapport à la participation au mécanisme de compte commun des îles et de l'Union. Ce sont des esprits partisans qui cherchent à nuire à l'unité mais nous n'allons pas croiser les bras.

Le chef de l'Etat a évoqué tout récemment une menace de déstabilisation de l'île à partir de Mayotte. Partagez-vous ce sentiment ?

Le Général Salimou m'a parlé d'un problème d'effectifs de l'armée nationale. Ce qui a conduit l'état-major à procéder à un recrutement d'un effectif additionnel qui sera opérationnel dans deux mois. Mais en attendant, j'ai sollicité le stationnement des militaires tanzaniens et soudanais pour parer au vide. La menace se justifie par la démobilisation des milices dont certains sont encore dans la nature et l'évasion tout récemment de prisonniers politiques. Il y a aussi la question des départs périlleux vers Maore...

... Justement, Ndzuwani étant le port de départ des kwasa-vers Maore contre le gré de l'autorité d'occupation de l'île. Comment comptez-vous venir à bout de ce phénomène qui cause tant de drames en mer ?

Je compte entrer en contact avec les autorités de cette île dans le cadre de la coopération décentralisée pour voir ensemble ce que nous pouvons faire en matière d'économie et de sceller concrètement la cause du mouvement massif des frères des autres îles vers Mayotte. Je sais qu'il y a le lien de sang et le travail. Il semble que la plupart des Anjouanais, se rendant à Mayotte, travaillent dans l'agriculture. Dans le cadre de la coopération décentralisée, nous pouvons organiser le circuit de sorte, par exemple, qu'ils cultivent ici pour vendre la production là-bas. Mais il faut ouvrir un service phytosanitaire agréé par



(A propos de menace de déstabilisation à partir de Maore)

« Le Général Salimou m'a parlé d'un problème d'effectifs de l'armée nationale. Ce qui a conduit l'état-major à procéder à un recrutement d'un effectif additionnel qui sera opérationnel dans deux mois. Mais en attendant, j'ai sollicité le stationnement des militaires tanzaniens et soudanais pour parer au vide. La menace se justifie par la démobilisation des milices dont certains sont encore dans la nature et l'évasion tout récemment de prisonniers politiques ».



« Je crois que nous devons tout d'abord appliquer la constitution car l'autonomie a été dévolue aux îles mais toujours est-il qu'il y a certaines incohérences, notamment les mandats des députés des îles qui n'ont pas la même durée d'une île à une autre. Certes les institutions sont lourdes en matière de gestion du pays, j'estime qu'il serait normal d'alléger un peu car nous risquons de faire plus de politique au point de négliger l'économie. Or, je crois fermement que le problème du pays est plus économique et nous devons privilégier l'investissement de nos recettes dans l'économie plutôt que d'entretenir des structures politiques ».

l'Ue pour que nos produits soient exportés sur le marché Maorais. Ces paysans devront bénéficier des prêts au niveau des Meck et Sanduku. Nous allons aussi restructurer notre direction en agence de l'emploi qui veillera aux profils du personnel dont Mayotte aurait besoin et postuler aux offres. Les admis partiront avec des contrats de travail. Ce qui réduira le départ massif vers cette île comorienne sous domination française.

Il y a eu tout dernièrement, lundi 25 août, une manifestation de rues à Mutsamudu contre les expulsions et le mauvais traitement des comoriens de Ndzuwani, Mwali et Ngazidja à Maore. Quelle est la position de votre gouvernement par rapport à cette situation ?

Je salue la tenue de cette manifestation qui a exprimé l'indignation des Comoriens vis-à-vis de ce qui se passe sur l'île comorienne de Mayotte. Les ressortissants de Ngazidja, Mwali et Ndzuwani méritent plus de respect. S'il n'est pas question de régulariser leur situation, ils doivent être renvoyés dans leurs localités respectives d'une façon humaine. Je tiens toujours à mon engagement, vis-à-vis de la population, de défendre la dignité humaine. Au niveau de mon gouvernement, nous comptons imposer aux agences de transport aérien et maritime qui transportent ces personnes de supporter également les charges de leur achemine-

ment jusqu'à leurs îles et localités respectives. Plutôt que de les jeter à l'aéroport ou au port et nous créer des ennus.

Des sympathisants à votre élection se sont rassemblés, dimanche 24 août à Tsembehou, pour la mise en place d'une structure autre que le Mcjp, le rassemblement politique qui soutient le chef de l'Etat. Peut-on voir en cela une rupture de votre politique avec celle de président Sambi ?

... Il n'y a pas de rupture. L'objectif du rassemblement de Tsembehou a été plutôt d'évaluer nos actions depuis le démarrage de la campagne l'année dernière et sa reprise cette année. Nous étions allés tirer les leçons du parcours fait et non pas une démarche de rupture avec le Mcjp. D'ailleurs le message est bien passé que le Mcjp est le parti qui soutient Sambi, une formation d'envergure nationale implantée à la fois à Ngazidja, Mwali et Ndzuwani. La preuve en est que le congrès se tiendra après le ramadan ici à Ndzuwani. Il n'y a aucune crainte de rupture, nous évoluons au sein du Mcjp.

Quelles seront les propositions de Ndzuwani, au cas où le débat sur la constitution que le chef de l'Etat a toujours dit va avoir lieu ?

Je crois que nous devons d'abord appliquer la constitution. Toujours est-il qu'il y a certaines incohérences, notamment les mandats des députés des îles qui n'ont pas la même durée d'une île à une autre. Les institutions sont lourdes en matière de gestion du pays, j'estime qu'il serait normal d'alléger un peu car nous risquons de passer tout notre temps à ne faire que de la politique. Or, je crois fermement que le problème du pays est plus économique et nous devons privilégier l'investissement de nos forces et de nos recettes dans l'économie plutôt que d'entretenir des structures politiques.

Pour terminer, mesurez-vous le niveau du coût de la vie actuelle de la population et surtout à l'approche du ramadan ?

Je suis conscient que bien avant le début du ramadan la vie est extrêmement chère. Le riz, les bananes et manioc, des produits plus sollicités pendant la période sont chers. Mais je prie Dieu pour que le ramadan nous apporte sa bénédiction.

Propos recueillis par  
**M. Soilihi Ahmed**  
avec la collaboration d'A.  
Abdallah et S. Mohamed

Lisez Al-Watwan  
tous les jours sauf  
le week end

# La région sunnite d'Anbar aux mains des Irakiens

Au premier jour du ramadan chez les sunnites d'Irak, les forces de sécurité irakiennes ont pris lundi le contrôle de la province occidentale d'Al-Anbar, qui fut le fief de la révolte contre les forces américaines à leur arrivée en avril 2003. "Le transfert (de la sécurité des mains des Américains) est fait", a affirmé le conseiller irakien pour la sécurité nationale Mouaffak al-Roubaïe.

«Al-Anbar, qui fut la région la plus difficile du pays, célèbre aujourd'hui le transfert de sécurité», a-t-il ajouté durant la cérémonie qui se déroulait dans l'enceinte du siège du gouvernorat à Ramadi. «Mieux nos forces seront entraînées et équipées, moins nous aurons besoin des forces de la coalition. Les forces irakiennes sont plus aptes à faire le travail», a souligné M. Roubaïe qui représentait le gouvernement. La cérémonie fut plutôt modeste. Les étendards des tribus d'Al-Anbar et des drapeaux irakiens étaient plantés à l'entrée du siège du gouvernorat. Les Américains ont offert à l'armée irakienne un poignard enveloppé dans un drapeau américain, puis le commandant des Marines d'Al-Anbar et le gouverneur de la province ont signé le document du transfert. Les militaires américains ont toutefois souligné que la guerre contre les émules d'Oussama ben Laden n'était pas finie. «C'est un nouvel acquis de l'Irak démocratique. Il démontre l'aptitude des forces irakiennes. Al-Qaïda n'est pas totalement battue et (je suis sûr) qu'avec les forces irakiennes, nous empêcherons Al-Qaïda et les autres insurgés de revenir», a assuré le général Lloyd Austin, "numéro deux" des forces américaines en Irak.

Des dizaines de milliers de soldats et policiers irakiens et de Marines américains étaient en état d'alerte dans cette région largement désertique et les véhicules avaient interdiction de

circuler à Ramadi pour éviter les opérations suicide. «Il y aura bien sûr encore des incidents mais cela fera partie de la vie normale. La police irakienne a de meilleures sources d'informations que nous», a affirmé à la presse un officier supérieur américain, Martin Post. Al-Anbar, où la sécurité s'est considérablement améliorée, est la 11<sup>e</sup> des 18 provinces d'Irak à changer de mains depuis juillet 2006, mais la première sunnite.

Le transfert accompli, les forces américaines seront cantonnées dans leurs bases et participeront à des opérations si le gouverneur les sollicite.

Les sunnites d'Al-Anbar ont été les premiers à s'opposer aux Américains après le renversement de Saddam Hussein. Durant les premiè-



res années, la plus grande province du pays était devenue un champ de bataille, Ramadi, sa capitale, et surtout Falloujah, où l'armée américaine dut s'y prendre à deux reprises pour mater la ville.

C'est dans cette province limitrophe de la Syrie, Jordanie et Arabie Saoudite que 1.306 soldats américains sont tombés depuis 2003, un tiers de leurs pertes totales. Autour de 6.000 Irakiens y ont aussi péri, selon l'organisation indépendante basée à Londres Iraq Body Count (IBC).

C'est aussi dans ce territoire de 138.000 Km<sup>2</sup>, le tiers de l'Irak, que furent improvisées les premières bombes artisanales qui ont causé plus de 40% des pertes américaines entre 2003 et 2006.

La violence a commencé à diminuer

lorsque les chefs de tribus, las des attentats d'Al-Qaïda et encouragés par les Américains, se sont révoltés en septembre 2006 contre les jihadistes.

Ils ont formé les groupes de Sahwa (Réveil) qui ont combattu les émules de ben Laden et, un an plus tard, la province est devenue l'une des plus tranquilles d'Irak.

M. Roubaïe dit qu'ils continueraient à jouer un rôle. «Nous allons encore avoir besoin d'eux dans le futur», a-t-il dit des Sahwa d'Al-Anbar dont la majorité ont intégré la police forte de 24.000 hommes.

On compte actuellement dans la province 28.000 militaires américains contre 37.000 en février et 37.000 membres des forces de sécurité irakiennes contre 5.000 il y a trois ans, selon l'armée américaine. Afp

## La Libye et l'Italie marquent leur amitié

Silvio Berlusconi et Mouammar Kadhafi ont signé à Benghazi un traité d'amitié et de coopération indemnifiant la Libye pour les excès de l'époque coloniale et prévoyant de gros investissements italiens dans ce pays important fournisseur d'énergie.

«Cet accord ouvre la voie à une coopération et à un partenariat d'avenir entre l'Italie et la Libye», s'est réjoui le chef de la révolution libyenne lors de la cérémonie de signature qui a eu lieu dans un palais abritant jadis le siège du gouverneur italien à l'époque coloniale (1911-1943). Pour sa part, le président du conseil italien a déclaré que l'accord de Benghazi dissipait «un malentendu de 40 ans» entre Rome et Tripoli. «Il équivaut à une reconnaissance totale et morale des dégâts infligés par l'Italie à la Libye pendant l'époque coloniale», a ajouté Berlusconi. «A cet instant historique, nous signons cet accord par lequel nous nous engageons à défaire la colonisation et à faire en sorte qu'elle n'arrive jamais plus à nos peuples», a déclaré le colonel Kadhafi. L'hôte du "Cavaliere" a également fait l'éloge de ce dernier, qualifié d'"homme courageux capable de faire l'Histoire". «Cet accord ouvre la voie à l'avenir, à la coopération et au

partenariat entre l'Italie et la Libye», a déclaré l'orateur libyen pour qui l'Italie contemporaine est un pays ami, différent de l'ère coloniale.

«Dans ce document historique, l'Italie présente ses excuses pour les tueries, les destructions et la répression visant les Libyens pendant la période de la colonisation», a souligné Kadhafi.

### La Vénus de Cyrène revient en Libye

La Libye accuse l'ancienne puissance coloniale d'avoir tué des milliers de Libyens et d'avoir chassé des milliers d'autres de leurs villes et villages pendant cette période. Le colonel Kadhafi n'a pas indiqué le montant des indemnités prévues dans l'accord mais à son arrivée dans la capitale de la Cyrénaïque, Berlusconi avait cité un chiffre de 200 millions de dollars par an d'investissements italiens en Libye sur une période de 25 ans.

«Les sociétés italiennes vont créer de nouvelles entreprises en Libye», a ajouté "Il Cavaliere".

Outre des réparations matérielles, l'accord prévoit plusieurs projets tels que la construction d'une autoroute traversant le territoire libyen, des programmes d'éducation et l'élimination de mines remontant à l'époque coloniale. Les Italiens espèrent en retour décrocher des contrats dans le domaine énergétique et obtenir des autorités libyennes un renforcement des mesures de sécurité comprenant notamment des patrouilles maritimes conjointes pour endiguer le flot d'émigrés clandestins débarquant dans la Péninsule en provenance des côtes libyennes.

L'Italie entretient des relations difficiles avec Kadhafi depuis son arrivée au pouvoir en 1969. En 1970, le dirigeant libyen avait expulsé des ressortissants italiens et confisqué leurs biens.

Par la suite, Rome a toutefois soutenu activement le retour de la Libye sur la

scène internationale.

Les relations de Tripoli avec les pays occidentaux se sont considérablement améliorées depuis 2003, année où la Libye a endossé la responsabilité de l'attentat de 1988 contre un avion de la Pan Am au-dessus de Lockerbie (Ecosse). Tripoli a aussi renoncé à se doter d'armes nucléaires, chimiques et biologiques. Le 14 août, la Libye a signé un accord avec les Etats-Unis sur les compensations aux familles de victimes américaines des attentats imputés aux Libyens, et à celles des bombardements américains de 1986 de Tripoli et de Benghazi.

En guise de bonne volonté, les Italiens ont restitué à la Libye une statue de marbre antique de Vénus ramenée à Rome par l'armée italienne pendant l'ère coloniale, ont annoncé samedi médias libyens.

Il s'agit de la Vénus de Cyrène, du nom d'une ancienne colonie grecque proche du littoral libyen.

Reuters

## Barack Obama va demander à ses donateurs d'aider les victimes de l'ouragan Gustav

Le candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine Barack Obama a annoncé dimanche qu'il demanderait à son vaste réseau de donateurs et bénévoles d'aider les victimes de l'ouragan Gustav après son passage. «Je pense que nous pouvons trouver des tonnes de bénévoles pour se rendre là-bas, si cela s'avère nécessaire», a-t-il déclaré aux journalistes après avoir assisté à une messe à Lima, dans l'Ohio.

L'aide apportée par ses donateurs ou bénévoles pourrait, selon le sénateur de l'Illinois, prendre la forme d'un soutien financier, de produits de première nécessité ou d'une participation individuelle. Barack Obama a précisé qu'il demanderait d'abord aux autorités des zones concernées de quoi elles ont le plus besoin. Il a ajouté qu'il se rendrait peut-être sur place après le passage de Gustav.

AP

**Al-Watwan**  
Etablissement public  
à caractère industriel  
et commercial  
B.P. 984 Moroni-Magoudjou  
Tél: (269) 73 44 48  
Tél/Fax: (269) 73 33 40  
E-mail: alwatwan@comorestelecom.km

**Directeur général**  
Directeur de la publication  
Djaé Ahamada

**Directeur général adjoint**  
Rédacteur en chef  
Mohamed Soilihi Ahmed

**Antenne Anjouan**  
Abidhar Abdallah

**Antenne Mohéli**

**Photographes**  
Aboubacar Moindjié  
Ibrahim Youssouf  
Salim Mohamed Salim

**Réalisation**  
Attuya Moindjié  
Hadidja Mzé  
Said A. Elkabir Achata

**Service commercial**  
M. Taoufiki Thabiti  
Mariata Ahamada  
Aminata Mohamed

